

RAPPEL DES SANCTIONS ENCOURUES EN CAS DE FRAUDE

- φ **Art 433-19 :** "Est puni de six mois d'emprisonnement et de 7623 € d'amende le fait, dans un acte public ou authentique, ou dans un document administratif destiné à l'autorité publique, et hors les cas où la réglementation en vigueur autorise à souscrire ces actes ou documents sous un état civil d'emprunt.
- 1° De prendre un nom ou un accessoire du nom autre que celui assigné par l'état civil ;
 - 2° De changer, altérer ou modifier le nom ou l'accessoire du nom assigné par l'état civil."
- φ **Article 313-1 :** "L'escroquerie est le fait, soit par l'usage d'un faux nom ou d'une fausse qualité, soit par l'abus d'une qualité vraie, soit par l'emploi de manœuvres frauduleuses, de tromper une personne physique ou morale et de la déterminer ainsi, à son préjudice ou au préjudice d'un tiers, à remettre des fonds, des valeurs ou un bien quelconque, à fournir un service ou à consentir un acte opérant obligation ou décharge.
- L'escroquerie est punie de 5 ans d'emprisonnement et de 381 123 € d'amende."

2) AUTRES CONSEQUENCES D'UNE FRAUDE OU D'UNE FALSIFICATION

Lorsque l'administration se rend compte postérieurement à l'instruction du dossier de l'usager que celui-ci a obtenu un avantage, un service, une dispense fondée sur un faux, un document falsifié ou une déclaration de domicile inexacte, elle peut annuler le bénéfice de l'acte accordé. Il est rappelé que les décisions administratives obtenues par fraude ne sont pas créatrices de droit.